

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NESTLE PURINA PETCARE

Immeuble Concorde
4 rue Jacques Daguerre
92500 Rueil-Malmaison

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\NESTLE PURINA
PETCARE_Marconnelle_0007001157\2_Inspections\2025 11 14 - Incidents STEP 2025
Code AIOT : 0007001157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE implanté Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme de visites d'inspection de la DREAL Hauts de France au titre de l'année 2025.

Elle porte sur l'analyse des différents incidents survenus au cours des 12 derniers mois en termes de rejets aqueux.

Elle vise également à vérifier que les valeurs limites et les modalités de surveillance des paramètres fixées dans l'arrêté préfectoral du site soient respectées notamment pour le paramètre phosphore total qui contribue au déclassement de la masse d'eau La Canche.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE PURINA PETCARE
- Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle
- Code AIOT : 0007001157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE exploite sur la commune de MARCONNELLE une usine de fabrication d'aliments secs pour chiens et chats qui emploie environ 300 personnes.

Les différentes étapes du procédé de fabrication sont résumées ci-après :

- broyage et mélange des différents constituants (farine de viandes, de volailles, poissons et céréales) ;
- extrusion sous forme de croquettes ;
- séchage ;
- enrobage des croquettes ;
- dosage et mélange des différentes croquettes ;
- conditionnement en sacs, sachets ou boîtes ;
- palettisation et transfert vers les magasins.

L'établissement est soumis à la Directive IED pour la rubrique 3642-3 (production de 1 280 t/jour).

Les installations de l'établissement NESTLE PURINA PETCARE sont désormais autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rapport d'accident/incident	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 2.1.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réseaux	article 4.3.2.	
3	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.8.	Sans objet
4	VLE du rejet 1 : eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.9.1.	Sans objet
5	VLE du rejet 2 : eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.9.2.	Sans objet
6	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 10.2.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les 5 incidents recensés au cours des 12 derniers mois ont fait l'objet d'une transmission réglementaire d'un rapport d'incident.

Or, il ressort de la visite d'inspection que certaines causes identifiées comme profondes dans ces rapports ne sont pas pertinentes et/ou suffisantes.

Préalablement à cette visite, la nouvelle Direction du site avait d'ores et déjà entrepris une réétude de l'ensemble de ces événements afin de faire la lumière sur les causes profondes réelles et définir des plans d'actions plus pertinents. Il est attendu sous 2 mois une synthèse des conclusions associées à chaque événement avec définition des mesures prises.

Le programme d'autosurveillance est respecté. Les valeurs limites ont fait l'objet de plusieurs dépassements en concentration lors des épisodes recensés mais l'exploitant s'est attaché à limiter le débit de rejet pour maintenir un respect des valeurs limites en flux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous ses réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : L'exploitant présente le plan référencé « plan de masse et des réseaux 35m LAY 01176 » version G du 23/02/24.

Le plan fait apparaître les différents types de réseaux d'eaux sur le site (eaux pluviales, eaux usées industrielles, eaux vannes ...).

Au cours de la séance, le plan permet ainsi de localiser les installations concernées par les incidents et permet à l'exploitant d'expliciter le cheminement emprunté par les effluents générés lors de ces événements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 2.1.6.

Thème(s) : Risques accidentels, Incidents et rapports

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection souhaite revoir la pertinence des causes profondes identifiées au cours de l'analyse des risques menée par l'exploitant sur chacun de ses événements et reprises dans les rapports d'incidents transmis mais également vérifier que les plans d'actions associés sont rigoureusement suivis.

Évènement n°1 du 22 novembre 2024 :

A l'occasion de la visite d'inspection sur les mesures acoustiques en date du 22 novembre 2024, l'Inspection avait constaté en fin de visite que le bassin de tamponnement/confinement des eaux pluviales de 700 m³ présentait un surnageant blanc. Elle avait demandé à ce que les eaux soient confinées dans le bassin et que des prélèvements soient réalisés pour analyses.

Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 5 décembre 2024 un rapport d'incident dans lequel il explique que ces rejets trouvent leur origine dans le nettoyage annuel des voiries et qu'une procédure serait mise en œuvre pour mieux les gérer.

Les explications avancées de tels rejets dans le réseau d'eaux pluviales n'apparaissaient pas cohérentes mais les interlocuteurs qui ont traité cet événement à l'époque ont quitté la société fin 2024.

Au jour de la présente visite, il n'est pas possible de faire le point sur cet incident car la nouvelle Direction du site découvre l'évènement en séance. Elle s'engage néanmoins à faire la lumière sur cet événement

Évènement n°2 du 5 et 6 janvier 2025 :

Il s'agit d'un déversement accidentel d'eaux de process dans le milieu naturel (rivière la Canche) via le réseau d'eaux pluviales. Ces eaux très colorées étaient fortement chargées en matière organique, phosphore et azote.

Le rapport d'incident correspondant a été transmis par courrier du 20 février 2025 et une visite d'inspection réalisée en date du 28 février 2025. Plusieurs non-conformités avaient été identifiées face auxquelles des demandes d'actions correctrices avaient été demandées à l'exploitant dans son rapport du 24 mars 2025.

Par sondage, l'Inspection contrôle les demandes d'actions correctrices 2 et 4.

- En ce qui concerne la non-conformité n°2 relative à l'absence de signalisation de la vanne d'isolement du bassin de 700 m³, l'Inspection constate le jour de la présente visite qu'un panneau spécifique a été mis en place.

- Par contre, l'action correctrice n°4 demandait à ce que l'exploitant propose des modalités de gestion du tamponnement des eaux pluviales en situation normale pour garantir un volume suffisant dans le bassin pour le confinement d'eaux d'extinction incendie (volume défini dans son dossier de demande d'autorisation).

En réponse, par courrier du 23 avril 2025, l'exploitant déclarait envisager *"de supprimer la régulation du débit de manière à évacuer en permanence l'eau de pluie à son débit maximum"*. Ces travaux avaient heureusement été stoppés et remis en question par la nouvelle Direction.

En séance, l'Inspection rappelle que cette proposition n'est pas conforme et que le débit de rejet au milieu naturel prévu par le SDAGE et le SAGE et auquel il convient de se conformer, est fixé à 2l/h/s.

L'exploitant confirme lors de la présente visite qu'une ré-analyse complète de cet évènement est engagée et qu'un travail approfondi d'état des lieux des réseaux est en cours. Il doit permettre de mieux comprendre les causes réelles de l'incident et définir des mesures pertinentes pour éviter son renouvellement.

Évènement n°3 du 18 mars 2025 :

L'évènement porte sur le rejet d'effluents non conformes au point de rejet de la STEP en termes de valeurs limites sur plusieurs paramètres (phosphore principalement) suite à une fuite d'acide phosphorique d'environ 1400 litres sur site.

A la demande de l'Inspection, cet évènement a fait l'objet d'un suivi analytique strict et approfondi entre le 18 mars 2025 et le 13 juin 2025 incluant une surveillance de la mortalité piscicole.

Au cours de cette période, des arrêts de production et des transferts d'effluents pour traitement à l'extérieur du site ont été menés par l'exploitant.

Suite à un retour à la normale des rejets, l'Inspection a autorisé la levée du suivi spécifique en date du 16 juin 2025.

Le rapport d'incident a été transmis en date du 1^{er} avril 2025 par la Direction par intérim du site.

Il ressort des échanges au cours de la présente visite d'inspection que les **causes avancées dans le rapport d'incident ne semblent pas exactes.**

La nouvelle Direction a entrepris une nouvelle analyse de l'événement qui doit lui permettre de redéfinir des mesures pertinentes et justes.

Évènement n°4 du 28 juillet 2025 :

Il s'agit d'un événement ayant généré des rejets en sortie de STEP non conformes en concentration pour les paramètres azote global (NGL) et Demande Chimique en Oxygène (DCO) suite au déversement de choline (vitamine) dans le réseau d'eaux de process.

Le rapport d'incident a été communiqué en date du 11 septembre 2025.

En séance, l'exploitant déclare que la cuve de 30 m³ de choline se trouve dans la même capacité de rétention et est commune à d'autres produits acides.

Il avance que les déversements récurrents des autres produits (produits acides) avaient amené le service concerné à installer une pompe de vidange en automatique dans le puisard de cette capacité afin de renvoyer les effluents générés vers le réseau d'eaux de process vers la STEP au lieu de traiter l'origine de ces déversements.

Ainsi, le déversement de choline dans la capacité de rétention a été envoyé en automatique vers la STEP sans possibilité de récupération intermédiaire pour un traitement adéquat. L'exploitant déclare que les causes de déversement des autres produits acides stockés dans la rétention ont été identifiées et traitées et que le relevage en automatique dans le puisard de récupération de la capacité de rétention a été supprimé.

Le jour de la visite, l'atelier n'a pas pu être contrôlé.

Évènement n°5 du 25 août 2025 :

Cet événement a fait l'objet d'une déclaration de l'exploitant et d'un rapport d'incident en date du 27 août 2025.

Dans cet envoi, il déclare qu'un épisode ponctuel de rejet non conforme en concentration sur le paramètre azote global est identifié au niveau du rejet STEP (15,8 mg/l au lieu de 15 mg/l) sur le prélèvement du 24 au 25 août 2025. La valeur limite en flux est néanmoins respectée.

Toutefois, le rapport d'incident n'apparaît pas précis quant aux causes profondes identifiées et la définition des actions futures.

L'exploitant explique en séance que deux causes profondes ont été identifiées pour cet événement :

- la première cause majeure réside dans un manque d'aération en raison d'un dysfonctionnement des turbines d'aération. Il apparaît que 2 des 3 nouvelles turbines (acquises en 2024) présentent de graves et anormales déformations et qu'un litige est engagé auprès du fournisseur. Dans

l'attente, le site loue deux turbines en remplacement des autres turbines endommagées et qui ont été retirées du bassin.

- la seconde cause plus mineure concerne un soutirage de boues biologique insuffisant au niveau de la presse à boues ayant entraîné un problème d'évacuation. L'exploitant déclare que ce dysfonctionnement a été réglé.

Évènement n°6 - eaux rougeâtres :

Un Inspecteur de l'Environnement a constaté en date du 31 mars 2025 un écoulement d'effluents d'apparence rougeâtre et d'odeur similaire aux effluents de la société NESTLE PURINA PETCARE au niveau de certaines plaques d'égouts dans le quartier du Pré Vert à Marconnelle.

Suite à la demande de l'Inspection en date du 2 avril 2025, l'exploitant a transmis par courriel du 28 mai 2025 une synthèse sur les investigations menées en lien avec ces faits.

L'exploitant déclare qu'au vu des éléments en sa possession, il n'apparaît pas de lien entre les constats du 31 mars 2025 et son activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 :

Pour chaque évènement, il est demandé à l'exploitant d'en revoir les causes profondes, de compléter/modifier le rapport d'incident et de transmettre l'ensemble des éléments à l'Inspection sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.8.

Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets

Prescription contrôlée :

[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température: inférieure à 30°C,
- pH : compris entre 6,5 et 8,5,

Constats :

L'exploitant saisit les résultats d'autosurveillance de ses rejets aqueux sur la plateforme GIDAF.

La consultation de la plateforme met en évidence un seul dépassement observé le 12 avril 2025 et qui s'est produit lors de l'incident relatif à la fuite d'acide phosphorique.

Depuis cette date, il est constaté le **respect de la fourchette pour les valeurs en pH.**

En ce qui concerne la **température**, une consultation par sondage montre **un respect de la valeur fixée à 30°C** sur les relevés de température pour le mois d'octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE du rejet 1 : eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.9.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Avant rejet au milieu naturel, les eaux industrielles en sortie de station d'épuration du site doivent respecter les valeurs limites suivantes :

	Concentration maximale (en mg/l)	Flux journaliers maximum (en kg/j)
MES	35	35
DCO (1)	125	125
DBO5 (1)	25	25
Azote global (2)	15	15
Phosphore total	2	2
Hydrocarbures totaux	10	10

(1) sur effluent non décanté

(2) comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

Constats :

Le paramètre **MES (Matières en Suspension)** comporte plusieurs dépassements en concentration lors de l'événement 3 avec un maximum relevé à 63 mg/l en date du 25 mars 2025. Les valeurs limites en flux sont respectées.

L'Inspection relève par ailleurs un dépassement à 170 mg/l en concentration et 37,2 kg/j en flux en date du 21 mars déclaré par l'exploitant mais non repris dans GIDAF.

Le paramètre **DCO (Demande Chimique en Oxygène)** comporte plusieurs dépassements en concentration lors de l'événement 3 avec un maximum relevé à 63 mg/l en date du 25 mars 2025. Les valeurs limites en flux sont respectées.

L'Inspection relève par ailleurs, en date du 21 mars 2025, un dépassement à 126 mg/l en concentration avec respect du flux déclaré par l'exploitant mais non repris dans GIDAF.

Azote global (2) : plusieurs dépassements en concentration sont recensés en mai 2025 avec respect des flux par limitation du débit de rejet (15 mai 2025 : dépassement en concentration à 21,9 mg/l sans dépassement de la valeur en flux).

Phosphore total : des dépassements importants en concentration sont constatés fin mars 2025 (322 mg/l en date du 22 mars 2025 pour un flux de 128,7 kg).

Hydrocarbures totaux : aucun dépassement recensé.

L'Inspection note néanmoins qu'aucun dépassement n'est constaté depuis le mois de septembre 2025.

En ce qui concerne les résultats, l'exploitant doit veiller à garantir une cohérence entre les **résultats saisis dans GIDAF et ceux communiqués à l'Inspection lors des événements**. Aussi, pour la déclaration GEREP de l'année 2025 en mars 2026, l'exploitant devra s'attacher à calculer et inclure les flux accidentels éventuels dans sa saisie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE du rejet 2 : eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4.4.9.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Le rejet 2 (eaux pluviales) doit respecter avant rejet dans la rivière la Canche, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	90
DBO ₅	20

Azote Global	15
Phosphore Total	2
Hydrocarbures totaux	10

Constats :

L'exploitant déclare suivre le respect des valeurs limites sur son rejet d'eaux pluviales tous les 3 mois mais les données ne sont pas disponibles en séance.

Il ressort de l'analyse du rapport du contrôle inopiné du 22 au 23 avril 2025 par le laboratoire MAPE (rapport d'affaire N°E003250304-01 du 21/05/2025) sur les rejets d'eaux pluviales une non-conformité sur le **paramètre MES avec une concentration à 40 mg/l au lieu de 35 mg/l.**

Il transmet, par courriel du 25 novembre 2025, 3 rapports d'analyse au titre de l'année 2025 pour des prélèvements réalisés en date des 5 mars 2025, 13 juin 2025 et 3 septembre 2025. Ces bulletins d'analyse mettent en évidence un respect des valeurs limites applicables.

Néanmoins, le bulletin pour l'échantillon du 3 septembre 2025 donne une **température de transport à 10,9°C** . L'exploitant doit revoir les conditions de conservation lors du transport des échantillons avec son prestataire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 10.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées dans les conditions ci-après sur l'effluent en sortie de station d'épuration (sur moyen 24H) :

PARAMETRES	FREQUENCE
Débit	En continu
pH	En continu

MES	Journalière
DCO	Journalière
DBO5	Hebdomadaire
Azote global	Journalière
Phosphore	Journalière
Hydrocarbures totaux	Mensuelle

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

Constats :

Les fréquences d'autosurveillance sont respectées.

L'Inspection consulte les rapports d'analyse des 3/09/25 (analyse mensuelle), 12/09/25 (analyse journalière interne) et 18/09/25 (analyse mensuelle).

Les fréquences sont respectées et les résultats saisis dans GIDAF cohérents avec les valeurs reprises dans les bulletins d'analyse ou bulletins internes transmis.

Type de suites proposées : Sans suite